

M. le Garde des Sceaux
Ministère de la Justice
13 place Vendôme
75042 Paris Cedex 01

Paris, le 16 décembre 2020

Monsieur Dupont Moretti,

Vous avez signé le 7 décembre un document intitulé « Déclaration d'entente sur la protection des mineurs » avec votre homologue marocain.

Selon les informations qui ont été diffusées par la presse, cet accord aurait pour objet de faciliter le retour dans leur pays des mineurs isolés marocains en situation d'errance en France.

Les enfants en errance sur notre territoire, qu'ils soient marocains ou d'autres nationalités, doivent avant tout être protégés et accompagnés vers des dispositifs de droit commun adaptés. Il s'agit de mineurs en danger présentant des carences importantes (affectives, éducatives, alimentaires) et ayant besoin d'un accompagnement éducatif et médico-social renforcé.

Leur éloignement du territoire pourrait entraîner de graves conséquences pour ces mineurs, souvent victimes d'exploitation et de traite des êtres humains.

Engagés dans la défense des droits de ces enfants depuis de nombreuses années, nous souhaiterions connaître les termes de cet accord.

En conséquence, nous vous demandons de bien vouloir nous en communiquer copie dans les meilleurs délais, ainsi que les instructions que vous entendez donner à vos services pour sa mise en œuvre.

En vous remerciant, par avance, de l'intérêt que vous porterez à notre demande, recevez, Monsieur le Garde des Sceaux, l'assurance de notre haute considération.

Pour l'ensemble des signataires



Signataires :

Les organisations suivantes : Amnesty international, Avocats pour la défense des droits des étrangers (ADDE), Association d'Accès aux Droits Des Jeunes et d'Accompagnement vers la Majorité (AADJAM), Association Française des Magistrats de la Jeunesse et de la Famille (AFMJF), Association pour la Défense des Mineurs Isolés Etrangers (ADMIE), Barreau de Paris, Centre d'action social protestant (CASP), la Cimade, Conseil national des barreaux (CNB), Défense des enfants international-France (DEI-France), Groupe d'information et de soutien des immigrés (GISTI), Hors la rue, Informations sur les mineurs isolés étrangers (InfoMIE), Ligue des droits de l'Homme (LDH), Médecins du Monde (MDM), Secours Catholique - Caritas France (SCCF), Syndicat des Avocats de France (SAF), Syndicat de la magistrature, Syndicat National des Personnels